Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

Charles Millon. Vers un come-back aux régionales de 2015 ?

25 Feb 2013 by Benjamin in politique



Mars 2006, Charles Millon en plein exil romain. Photos © Jean-Luc Mège

Par Benjamin Solly et Marc Polisson

Le think-tank « Passionnément Rhône-Alpes » a vu le jour en fin d'année 2012. Son ambition ? Réunir, dans les huit départements de la région, tous les rhônalpins que l'avenir régional intéresse. Parmi ses administrateurs, d'anciens compagnons de route de **Charles Millon**. Préparent-ils le retour de l'ancien Président de Rhône-Alpes pour les régionales de 2015 ?

Le site internet aurait du ouvrir le 17 décembre dernier. Mais la page d'accueil n'affiche pour l'instant qu'un contact. Il s'agit de **Denys Aguettant**. L'homme n'est pas un inconnu sur la place de Lyon. En 2001, alors directeur de la

fondation Canal+, il fait partie des quelques irréductibles qui soutiennent la candidature de **Charles Millon** aux municipales lyonnaises. Mais Millon est déjà pestiféré entre Saône et Rhône et porte en pénitence la chape de celui qui a transigé avec le FN aux élections régionales de 1998.

« Notre démarche est assez simple. Nous aimons notre région, et nous voulons être utile en apportant nos idées et notre expérience », explique Denys Aguettant, délégué général du think-tank « Passionnément Rhône-Alpes. » Parmi les administrateurs de l'entité, le secrétaire général **Olivier de Seyssel** n'est pas un impétrant. L'homme avait remplacé **Étienne Blanc**, alors fraichement élu député, au Conseil régional de Rhône-Alpes en 2002. Le président de la Mutualité sociale agricole de l'Ain est aujourd'hui son suppléant sur la 3e circonscription du département.

Les anciens soutiens de Charles Millon se mettent-ils en ordre de bataille pour préparer le retour de celui qui avait du abandonner la présidence de la Région en janvier 1999, voyant son élection invalidée devant le Conseil d'État en décembre 1998 suite à un recours d'**Étienne Tête** ? « Attention, il ne faut pas confondre les étapes, nous sommes aujourd'hui au stade de la réflexion », recadre Denys Aguettant, qui ne veut pas pour l'instant faire du projet « Passionnément Rhône-Alpes » un tremplin politicien mais un laboratoire d'idées.

La mise en place opérationnelle est assez simple. Trois groupes thématiques type « commissions » ont été mis en place. Le premier gravite autour des questions économiques, de l'entreprise, de l'emploi et de la formation. Le second sur l'aménagement et le développement des territoires. Le troisième sur l'acte III de la décentralisation. Un groupe de travail plus spécifique a également été constitué autour du rayonnement européen et international de Rhône-Alpes. Ouvert à tous, le think-tank refuse toutefois l'adhésion aux membres du FN.



La Région plutôt que la Métropole

« On pense à tort que l'acte III de la décentralisation concerne uniquement les métropoles, mais c'est faux, il redessine également les compétences propres à chaque entité administrative, les Régions en particulier », rappelle Denys Aguettant. Avec comme point saillant la gestion directe par les Régions de feu les Fonds structurels européens (FSE, FEDER et Fonds de Cohésion), dorénavant dénommés Fonds du cadre stratégique commun, et qui s'élèvent à 1,2 milliards d'euros pour Rhône-Alpes sur la période 2014-2020. Mais également l'ensemble des attributions qui sont encore celles de l'État en matière de formation professionnelle, d'orientation et de mise en cohérence des politiques d'accompagnement vers l'emploi au niveau territorial.

C'est donc sur cet outil d'administration qu'ils veulent s'appuyer pour développer leur réflexion. Subséquemment, les membres du think-tank ne sont pas de grands fans de l'Euro-métropole sauce **Collomb–Mercier**. « J'ai parfois l'impression qu'on revient à la méthode politique du XIXe siècle », tacle Denys Aguettant. L'homme oppose aux accords de couloir la voie de la concertation. Et prend l'exemple de la future Collectivité Territoriale d'Alsace qui fusionnera via une structure unique les départements du Bas-Rhin (67) et du Haut-Rhin (68) avec la Région. Les résidents de ces territoires seront invités à valider cette démarche via un grand référendum le 7 avril prochain.

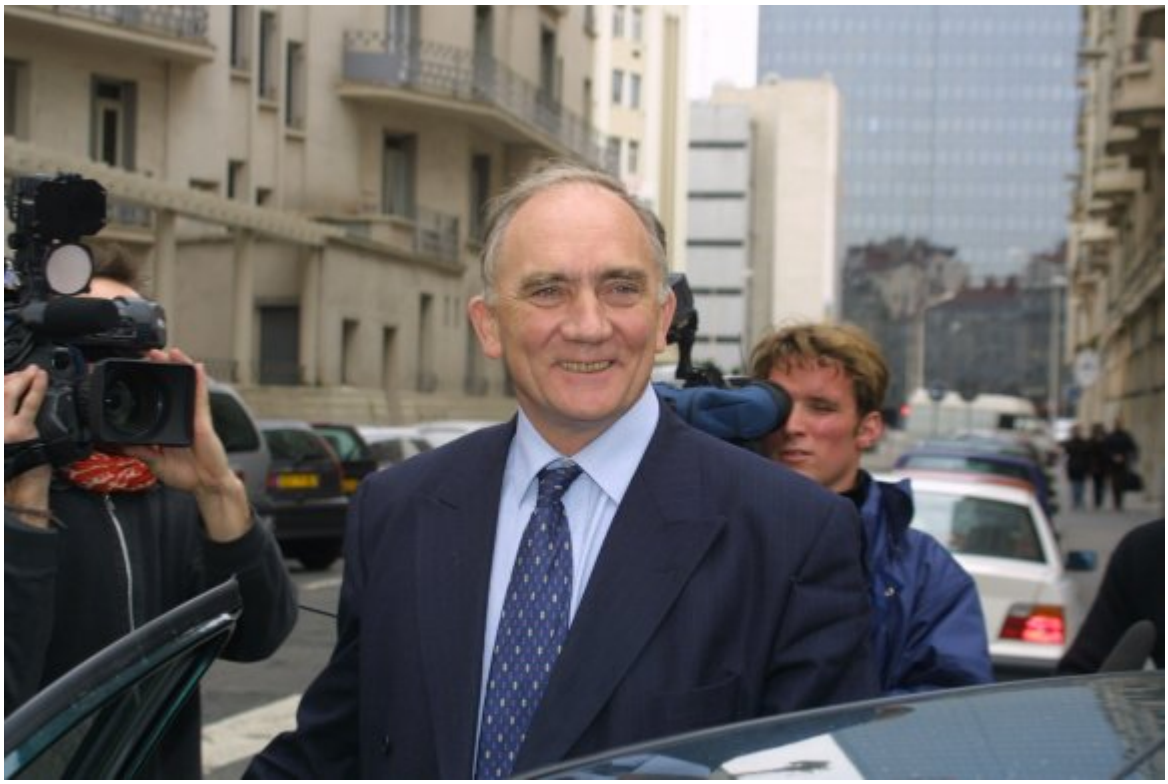
Millon, « le meilleur »

Si les thuriféraires discrets de Millon constituent la partie émergée de l'iceberg « Passionnément Rhône-Alpes », le think-tank a des origines encore plus larges. S'ils n'apparaissent pas comme membres du bureau, « Passionnément Rhône-Alpes » a des fondateurs notoires à Lyon. Parmi eux, **Denis Broliquier**, **Jean-Jacques David** ou encore le directeur de cabinet du maire du 6e arrondissement **Cyrille Bouvat**. Ce conseil d'orientation, élargi à « un certain nombre de parlementaires et d'universitaires » selon Denys Aguettant, n'a pas de pouvoir de décision. Il revient uniquement au conseil d'administration présidé par le notaire **Pierre Bazaille**, mais vient appuyer une réflexion plus générale.

Joint par Lyon People, le maire du 2e arrondissement prévient ceux qui seraient tentés de voir dans « Passionnément Rhône-Alpes » un outil pour le retour de Millon. « Attention, notre démarche n'est pas politicienne et nous ne sommes pas un fan club de Charles Millon. Mais il est vrai que le think-tank réunit des personnes qui ont été ou sont encore sensibles à l'idée régionale portée par Millon. » Et Broliquier d'ajouter au regard du calendrier électoral et des régionales repoussées à 2015 : « Millon aura alors 70 ans et s'il n'existe pas d'âge limite pour faire de la politique, je ne suis pas sûr que l'on puisse être et avoir été. »

Le son de cloche est différent du côté de Denys Aguettant. « J'ai cru comprendre qu'il pourrait être intéressé par notre démarche. Millon n'a pas perdu la flamme, bien au contraire. C'est le meilleur. » Denys Aguettant souhaite d'ailleurs s'impliquer pour les futures élections régionales où il se verrait bien occuper un mandat unique non renouvelable.

Mais le tempo est pour l'instant au débat d'idée. « Passionnément Rhône-Alpes » présentera et confrontera en mai les contributions des différentes commissions avant l'assemblée générale de juin réunissant l'ensemble de ses membres. C'est en septembre que le think-tank présentera son projet. Quoiqu'on en dise, le timing ressemble furieusement à un calendrier électoral.



Qu’est devenu Charles Millon ?

Après son élection controversée à la tête de la Région en 1998, Charles Millon est exclu de l’UDF pour avoir transigé avec le Front National.

L’ancien ministre de la Défense (1995-1997) de Jacques Chirac fonde dans la foulée son parti, « La Droite » qui devient en octobre 1999 « La Droite libérale-chrétienne » (DLC). Le parti ne renouvelle pas ses trois députés aux législatives de 2002 et s’ensommeille lorsque le groupe milloniste au Conseil régional, « Oui à Rhône-Alpes » (ORA), fusionne avec le groupe UMP la même année.

Millon tente un retour à l’occasion des municipales de 2001 à Lyon , où il présente une liste DLC autonome. Il obtiendra plus de 25% des voix mais n’arrivera pas à s’entendre avec Michel Mercier puis Jean-Michel Dubernard, tour à tour tête de liste de l’union RPR-UDF. Une discorde qui portera le socialiste Gérard Collomb à l’Hôtel de Ville.

Charles Millon présidera jusqu’en 2008 les groupes « Unir pour Lyon » à la Ville et « Unir pour la Communauté » au Grand Lyon.

En septembre 2003, il est nommé ambassadeur auprès de l’Organisation

des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). Un poste qu'il occupe à Rome jusqu'au 31 août 2007. Lyon People l'avait retrouvé dans son exil .

Millon rejoint en septembre 2007 le conseil d'administration de l'institut Thomas More, un think-tank européen qui défend les « valeurs [...] de notre culture occidentale [...] inscrites dans l'histoire et dans la culture de l'Occident où plongent nos racines. »

L'ancien maire de Belley tente d'arracher un siège aux élections sénatoriales de l'Ain en 2008, mais voit ses ambitions réduites à peau de chagrin après que la droite décide de maintenir quatre candidats au second tour du scrutin pour lui barrer la route.

Charles Millon crée en mars 2003 la société Intelstrat basée à Paris. Une structure de conseil en affaires et en gestion, principalement tournée vers l'Afrique et dont la gérance est assurée par Christiane de Livonnière, son ancienne directrice de cabinet. En 2011, l'entreprise a réalisé un chiffre d'affaires de 549 500 euros pour un résultat net de 50 500 euros.